

# Connaissances pour le développement

Observatoire des sciences et des technologies au niveau pour le développement agricole et rural dans les pays ACP

## L'infolettre de septembre 2011

Présentant les dernières mises à jour du site  
**'Connaissances pour le développement'**

Rejoignez-nous également sur **Twitter** et **Facebook**

Restez à jour en suivant **les fils RSS du site**

Pensez à vous **inscrire** pour placer vos commentaires

**Nouveau dossier**  
**Développements**  
**Publications**  
**Événements**  
**Bourses et appels**  
**Emplois**  
**Organismes**

## Les S&T au CTA – Nouveau dossier

### Fruits, légumes et plantes indigènes



Les pays ACP possèdent une grande diversité botanique, et cependant peu de ressources sont allouées à la recherche axée sur les espèces de fruits et légumes indigènes qui ont traditionnellement apporté nourriture, nutriments, solutions à certains problèmes de santé et moyens de subsistance.

Dans ce nouveau dossier, Prof. Ameenah Gurib-Fakim, ancienne vice-rectrice de l'Université de Maurice, nous fait part de ses réflexions sur l'ethnobotanique et l'ethnopharmacologie, des domaines de recherche interdisciplinaires qui se concentrent spécifiquement sur les connaissances empiriques des populations autochtones. Elle note que, si les traditions européennes concernant l'utilisation des plantes ont fait l'objet de nombreuses études et analyses, bien souvent les traditions sont mal connues dans d'autres régions. Dans une autre contribution, Mary Abukutsa-Onyango, professeur en sciences horticoles à l'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta, s'applique à faire reconnaître les avantages des fruits et légumes indigènes africains et à surmonter les contraintes par le biais de la recherche ciblée, de la formation et de la création de valeur ajoutée. Selon elle, les espèces comestibles indigènes ont un rôle à jouer dans la sécurité alimentaire, la nutrition, la génération de revenus et le développement durable en Afrique et ailleurs ; elles seraient une « mine d'or » qui reste encore à exploiter et c'est bien une recherche rigoureuse qui le permettra.

Notre nouveau dossier contient également des liens vers des rapports analytiques et des documents de recherche liés aux fruits et légumes indigènes insuffisamment exploités, et met l'accent sur les cultures les plus prometteuses et leur valeur au regard du développement agricole et rural.

### L'ethnobotanique et l'avenir de la R&D dans le domaine des ressources végétales autochtones

*Ameenah Gurib-Fakim, Centre de phytothérapie et de recherche (CEPHYR), Ebene, Maurice*

Les plantes constituent la base de systèmes de médecine traditionnelle sophistiqués qui existent depuis des milliers d'années et continuent à offrir de nouveaux remèdes à l'humanité. Même si certaines des propriétés thérapeutiques qui leur ont été attribuées se sont avérées inexactes, la thérapie par les plantes médicinales se fonde sur des observations empiriques existant depuis des siècles et des millénaires. Cependant, l'intérêt suscité par les agents chimiothérapeutiques demeure. On ne saurait exagérer l'importance des études ethnobotaniques comme moyen peu coûteux d'identifier de nouveaux composés utiles de plantes tropicales.

Parmi les produits pharmaceutiques dérivés de plantes et les produits phytothérapeutiques actuellement utilisés, beaucoup étaient traditionnellement employés par des populations autochtones dans le monde entier. Ces connaissances ont été en partie répertoriées et codifiées ou ont fait l'objet d'études scientifiques. Les plantes médicinales contiennent généralement des mélanges de différents composés chimiques pouvant agir individuellement, par addition ou en synergie pour améliorer l'état de santé. Une seule plante peut par exemple contenir des substances amères qui stimulent la digestion, des composés anti-inflammatoires qui sont décongestionnants et soulagent la douleur, des composés phénoliques exerçant une action antioxydante et veinotonique, des tanins antibactériens et antifongiques qui agissent comme des antibiotiques naturels, des substances diurétiques qui stimulent l'élimination des déchets et des toxines, et des alcaloïdes qui ont un effet positif sur l'humeur et procurent une sensation de bien-être.

De nombreux analystes pensent que l'approche actuelle pour « un médicament passe-partout » pourrait devenir non viable. Dans la gestion des syndromes et affections polygéniques, les formulations synergiques à ingrédients multiples connaissent un regain d'intérêt. Une formulation polyherbale conçue de manière rationnelle est mise au point comme option pour des applications thérapeutiques et prophylactiques multi-cibles. Cela a conduit au développement de formulations traditionnelles à base d'herbes normalisées, synergiques, sûres et efficaces, étayées par des preuves

scientifiques solides et capables de fournir des alternatives plus rapides et économiques.

Lire l'article : [knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14398](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14398)

## La recherche sur les fruits et légumes indigènes africains – pourquoi est-elle nécessaire ?

Mary Oyiela Abukutsa-Onyango, Département d'horticulture de l'Université Jomo Kenyatta, Nairobi, Kenya

Traditionnellement, les Africains utilisaient des fruits comestibles et des feuilles d'espèces végétales poussant à l'état sauvage. Ces plantes comestibles étaient bien connues des communautés rurales qui les cueillaient dans la nature ou les cultivaient dans des jardins potagers comme cultures intercalaires avec des aliments de base. La collecte sauvage de certains fruits et légumes indigènes est encore pratiquée, notamment en Afrique australe et dans certaines régions d'Afrique orientale et occidentale. Pour l'auteure, qui dans son article présente une revue des avantages et contraintes de l'exploitation des espèces indigènes d'Afrique, il conviendrait de prolonger la saison de production afin d'assurer un approvisionnement en fruits et légumes indigènes en dehors de la pleine saison. Les gouvernements des pays africains devraient mettre en place des cadres institutionnels visant à réduire le risque et l'incertitude pour les négociants qui commercialisent les espèces indigènes. Une riche bibliographie lui permet de montrer que les espèces indigènes ont un rôle à jouer dans la sécurité alimentaire, la nutrition, la génération de revenus et le développement durable en Afrique et ailleurs, et de conclure qu'il est nécessaire de mener des recherches pour faciliter leur accès aux marchés officiels.

Lire l'article : [knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14426](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14426)

## Documentation sélectionnée sur les fruits, légumes et plantes indigènes

### Ethnopharmacologie, production alimentaire, nutrition et conservation de la biodiversité : vers un avenir durable pour les peuples autochtones

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14397](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14397)

V. H. Heywood; Centre for Plant Diversity & Systematics, School of Biological Sciences, Université de Reading, RU; 2011

L'étude proposée dans cet article inscrit l'ethnopharmacologie dans une perspective interdisciplinaire associant alimentation, nutrition et biodiversité (sauvage et agricole). Elle la situe dans le contexte des changements dramatiques que connaît notre planète. L'étude montre en outre l'impact de ces changements sur la santé humaine, la nutrition et sa base de ressources naturelles.

L'ethnopharmacologie, la biodiversité, l'agriculture, l'alimentation et la nutrition sont étroitement liées mais souffrent d'une certaine compartimentalisation et d'un manque de communication qu'il conviendra de pallier. Heureusement, une convergence d'intérêts entre les secteurs de la biodiversité agricole et de la conservation de la biodiversité a émergé ces dernières années. La nécessité d'adopter une approche plus large, en rupture avec le modèle agricole conventionnel et qui tente de remédier aux problèmes nutritionnels contemporains, revêt aujourd'hui une importance accrue. De plus, la diversité des cultures, notamment les espèces locales, et la consommation d'espèces sauvages jouent un rôle important dans toute alimentation équilibrée. Les ethnopharmacologues doivent en outre avoir une meilleure connaissance des ressources disponibles – plantes, animaux et micro-organismes – et des actions mises en place dans le cadre des traités, comme le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que la Convention sur la biodiversité et sa stratégie mondiale pour la conservation des plantes, afin de lutter contre leur dégradation et leur perte.

Si l'âge d'or de l'ethnopharmacologie semble révolu, élargir la question sur les bienfaits de la biodiversité sauvage pour la santé et l'alimentation marquerait le début d'une nouvelle ère. L'étude conclut par une série de suggestions d'actions à mettre en œuvre.

### Nouvelle série de brochures consacrées aux espèces ligneuses alimentaires prioritaires de l'Afrique subsaharienne

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14404](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14404)

Ces brochures consacrées aux « espèces ligneuses alimentaires prioritaires de l'Afrique subsaharienne » passent en revue 11 espèces, telles que la mangue sauvage, le karité et le tamarinier. Chaque brochure offre une synthèse des connaissances actuelles sur ces espèces ainsi que des recommandations pour leur conservation et leur gestion durable. Ce travail est le résultat d'efforts conjoints entre différents organismes de recherche : le Réseau de conservation des ressources génétiques forestières pour l'Afrique subsaharienne (SAFORGEN), Bioversity International et le Centre de recherche forestière de l'INIA (Espagne). Les brochures sont disponibles en anglais et en français. (Bioversity International, 5/9/2011)

### Cadre stratégique pour la recherche et le développement dans le domaine des espèces de plantes sous-utilisées, notamment pour l'Asie et le Pacifique, et l'Afrique subsaharienne

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14328](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14328)

H. Jaenicke et I. Höschle-Zeledon (Éds), Centre international pour les cultures sous-utilisées et Unité mondiale de facilitation pour les espèces sous-utilisées, 2006

Ce document fournit un cadre stratégique pour les activités de recherche et de développement dans le domaine des espèces de plantes sous-utilisées. Élaboré à la suite d'une vaste consultation, il vise à éviter les doubles emplois inutiles et à aider à combler les lacunes dans les connaissances actuelles, tout en permettant une synthèse régionale des résultats et approches. Le cadre fait office de feuille de

route pour guider les parties prenantes lors du développement des plans de travail nécessaires pour générer de nouveaux savoirs, faire pression sur les décideurs ou développer des marchés, par exemple. Il orientera également les efforts visant à déterminer les priorités de recherche et de financement.

En se concentrant sur les besoins distincts et les particularités de deux régions du monde – l'Asie et le Pacifique, et l'Afrique subsaharienne – le cadre stratégique souligne les difficultés et les opportunités énormes à prendre en compte pour la promotion d'une plus grande utilisation de ces plantes ; l'urbanisation croissante, le commerce international, le changement climatique et les soins de santé sont des domaines essentiels ayant un impact direct. Même si les espèces de plantes sous-utilisées disposent d'un grand potentiel pour contribuer à répondre aux problèmes importants dans ces domaines, le plein développement de ce potentiel est entravé par un manque de sensibilisation du public, et par une insuffisance des compétences nécessaires au sein de la communauté des chercheurs. Dans le même temps, ces ressources végétales – et le sol sur lequel elles sont cultivées – sont de plus en plus menacées par les pressions internationales et locales. Une approche fondée sur un partenariat intégré est proposée, axée sur les domaines d'intervention suivants afin de générer un impact maximal : génération de connaissances, communication, renforcement des capacités, amélioration des politiques et développement de marchés.

## État actuel de la production et de la consommation de fruits et légumes dans les pays francophones d'Afrique – Impact potentiel sur la santé

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14333](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14333)

J. Ganry, *Compte-rendu du deuxième Symposium international sur les effets des fruits et légumes sur la santé humaine*. B. Patil (Éd.), Acta Horticulturae, 841 : 249-256, 2009

Ce [document](#) tente d'établir un lien entre la production de fruits et légumes et leur disponibilité à la consommation locale dans les pays francophones d'Afrique, et leur impact sur certaines maladies chroniques telles que le diabète et l'obésité. Il se fonde sur des données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et sur des informations recueillies au moyen d'une enquête menée dans chacun des vingt pays francophones d'Afrique et de l'océan Indien. Cette enquête s'inscrivait dans la préparation de l'atelier sur la « Promotion des fruits et légumes pour la santé dans les pays francophones africains », qui s'est tenu à Yaoundé, au Cameroun, les 23-26 octobre, dans le cadre de l'initiative FAO-OMS. Il existe une grande diversité de situations en fonction de l'emplacement géographique, des comportements liés aux traditions culturelles et de la situation économique. Très peu de pays atteignent l'apport recommandé de 400 g de fruits et légumes par personne et par jour. Il s'agit de pays à forêts humides comme le Cameroun, le Gabon, la Guinée, le Rwanda et le Burundi, où les bananes et les plantains sont les fruits les plus consommés. D'un autre côté, la situation dans les pays sahéliens comme le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et la Mauritanie est encore pire, avec une disponibilité inférieure à un tiers du seuil critique. Une première analyse des données de la FAO et de l'OMS appuie l'hypothèse d'une relation entre une faible consommation de fruits et légumes et une forte prévalence de maladies chroniques telles que le diabète et l'obésité dans certaines conditions.

## Accès aux marchés à haute valeur ajoutée pour les petits producteurs de légumes indigènes africains au Kenya

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14327](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14327)

I.K. Ngugi, R. Gitau et J.K. Nyoro, *Institut Tegemeo, Université Egerton, Nairobi, Kenya, 2006*

Les consommateurs prennent de plus en plus conscience de la valeur nutritionnelle et médicinale des légumes indigènes africains. Cela a entraîné une hausse de la demande, en particulier dans les grands centres urbains. L'offre n'a cependant pas su répondre à cette demande grandissante. Il s'agit pour la plupart d'agriculteurs pauvres à l'activité semi-commerciale, qui ne sont pas organisés et manquent des intrants et compétences leur permettant de satisfaire aux exigences d'un marché dynamique. Ils ne sont pas en mesure d'accéder à des marchés à haute valeur ajoutée comme les supermarchés et sont souvent exploités par des intermédiaires. En réponse à l'évolution des modes de consommation et aux nouveaux débouchés commerciaux occasionnés par la demande croissante vis-à-vis de ces légumes dans les centres urbains, certains agriculteurs, en collaboration avec des organismes de développement et le gouvernement, se sont rassemblés pour former des groupes de producteurs afin de contourner les obstacles et faire face aux conditions inhérentes aux marchés. C'est dans ce contexte que l'étude a été menée, avec comme objectif principal de déterminer comment les petits producteurs pourraient mieux s'intégrer aux marchés émergents et restructurés tels que les supermarchés. L'étude recense les facteurs liés à une intégration réussie dans la chaîne d'approvisionnement des marchés dynamiques et évalue les coûts et les avantages. Les données utilisées dans l'étude ont été recueillies à l'aide d'une liste d'interviews menées avec diverses parties prenantes impliquées dans le commerce de légumes indigènes africains.

## Crops for the Future (Cultures pour l'avenir)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14346](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14346)

Le site Internet de « [Crops for the Future](#) » fournit un éventail d'informations sur les publications, formations, projets et actualités en matière de cultures indigènes sous-utilisées. Au cours de l'été 2011, le campus de l'Université de Nottingham en Malaisie a accueilli le « [Crops for the Future Research Centre](#) ». Ce centre, créé en partenariat avec le gouvernement malaisien, aura pour mission d'évaluer les cultures sous-utilisées du monde entier et sera au cœur des efforts internationaux visant à identifier les cultures pouvant servir à l'alimentation humaine ou à la fabrication de produits pharmaceutiques et de biomatériaux.

## Légumes, fruits, herbes et condiments des Caraïbes

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14342](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14342)

Ce [site internet](#) fournit une liste des plantes principales des Caraïbes, avec les noms des espèces

concernées, leurs effets bénéfiques sur la santé, leur utilisation et leur histoire. Les intéressés peuvent aussi consulter le site du [Centre de ressources biologiques de plantes tropicales aux Antilles françaises](#) pour trouver des informations sur les plantes de la région.

### **African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development : numéro spécial consacré aux légumes-feuilles africains**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14355](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14355)

[Dix documents](#) portant sur les légumes-feuilles africains sont présentés.

### **Les espèces indigènes sur le blogue *Nourishing the Planet* du Worldwatch Institute**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14314](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14314)

Ce blogue a été créé par le Worldwatch Institute pour promouvoir et enrichir « L'état du monde 2011 : Des innovations qui nourrissent la planète », leur principale publication. Les articles [couvrent régulièrement](#) des plantes sous-utilisées et indigènes avec un grand potentiel pour consolider la sécurité alimentaire et la réhabilitation environnementale.

Explorer le dossier :

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14302](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14302)

## **Conférence sur les innovations dans les services de vulgarisation agricoles**

### **Des articles sélectionnés sur K4D dans le cadre de la Conférence internationale sur les innovations dans les services de vulgarisation agricoles, 15 - 18 novembre 2011, Nairobi, Kenya**

#### **Agence du développement agricole et rural de la Jamaïque : évaluer l'image de l'agriculture auprès de la population**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14408](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14408)

L'Agence de développement agricole et rural (RADA) de la Jamaïque a pour mission de mobiliser les forces de différents partenaires pour favoriser la croissance du secteur. Selon Phillip Chung, directeur général de la Division technologie, formation et informations techniques, la RADA envisagerait de lancer une vaste campagne médiatique pour changer les perceptions (souvent négatives) du rôle joué par la technologie au niveau local, ou de mobiliser de nouvelles ressources financières plus importantes.

La RADA dispose d'outils innovants plus économiques pour diffuser son message. Elle utilise entre autres un système de diagnostic en ligne ainsi que les pages Facebook et Twitter pour permettre aux agriculteurs possédant une connexion Internet de télécharger des photos de végétaux malades, par exemple, et de les envoyer directement aux agents de vulgarisation. Les agents de terrain disposent d'un ordinateur portable, d'une caméra vidéo et d'un appareil-photo. Outre son service de messagerie textuelle et vocale, la RADA tente fébrilement de mettre en place un système d'information géographique qui devrait permettre aux agents de vulgarisation d'analyser les données collectées sur le terrain. Il s'agit d'une première pour l'agence. Ce système facilitera le processus d'inscription des agriculteurs et permettra aux agents de produire des statistiques fiables sur la production agricole et les surfaces cultivées. ([Go-Jamaica.com](http://Go-Jamaica.com), 15/8/2011)

## **10e réunion du Comité consultatif sur les S&T pour l'agriculture des pays ACP**

### **10e réunion du Comité consultatif sur les sciences et technologies pour le développement agricole et rural des pays ACP**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14364](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14364)

La 10e réunion du CC qui se tiendra à la Dominique, en marge de la Semaine caribéenne de l'agriculture, aura pour thème « Sauvegarder le système alimentaire des pays ACP : le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation ». Les résultats, qui seront présentés lors de la réunion de l'Alliance, devraient favoriser l'adoption d'un plan d'action décisif pour sauvegarder le système alimentaire des pays ACP. Les membres du Comité poursuivront quant à eux leurs efforts pour faire avancer le processus de changement politique et institutionnel, mais aussi mobiliser des ressources financières adéquates afin de développer des modèles de recherche et d'enseignement innovants en vue de créer, transférer et appliquer des connaissances nouvelles (et existantes) qui contribuent à promouvoir l'innovation et à améliorer les performances du secteur agricole au service du développement socio-économique. Le programme est disponible [ici](#).

Lieu : Garraway Hotel, Commonwealth de la Dominique

Dates : 9 - 13 octobre 2011

Haut de page

## **Développements | Suivez les derniers fils RSS de cette section**

### **Vers un observatoire mondial des instruments de politique de ST&I**

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14373](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14373)

En 2010, le Bureau régional de l'UNESCO pour la science en Amérique latine et aux Caraïbes, basé à Montevideo (Uruguay), a mis au point une méthodologie de





normalisation et de systématisation des données de politiques de science, de technologie et d'innovation (ST&I) dans les 33 pays de la région, ainsi qu'un système d'information sophistiqué intitulé « Réseau d'information de politique scientifique » (SPIN). Cette plateforme est un regroupement de bases de données, doté de puissants outils graphiques et analytiques, qui a été conçu à l'intention des décideurs, planificateurs, directeurs et administrateurs dans le domaine des ST&I au sein des parlements, universités, instituts de recherche, des entreprises de production concernées par l'innovation, des organisations internationales, ainsi que des chercheurs et spécialistes dont le champ d'étude couvre les politiques en science et technologie. L'UNESCO a l'intention de transformer SPIN en un observatoire mondial, en commençant par l'Afrique, les États arabes, l'Asie et le Pacifique. En parallèle, l'UNESCO se propose d'harmoniser et de standardiser la manière dont les enquêtes sur les instruments de politiques de ST&I sont réalisées à travers le monde, ainsi que la présentation des informations qui s'y rapportent. Ce travail aboutira à l'élaboration du Manuel de Paris. ([UNESCO](#), 5/9/2011)

### Pour une Politique agricole commune (PAC) cohérente avec les objectifs de développement

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14379](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14379)



Cette note d'information de l'ODI attire l'attention sur la nécessité de redéfinir les objectifs de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, en cohérence avec les objectifs de développement dans le nouveau contexte mondial. La PAC peut avoir des incidences négatives sur les pays en développement. Cette politique ne devrait pas être isolée mais intégrée dans les politiques de développement. La mise en cohérence des politiques au service du développement, et pas seulement l'aide au développement, doit jouer un rôle essentiel pour promouvoir la croissance dans les pays en développement. La note d'information analyse les options de réforme possibles par rapport aux objectifs de développement et montre qu'un effort de recherche est nécessaire pour évaluer la cohérence entre les différents champs de réforme et la politique de développement de l'UE. ([Note d'information n°69 de l'ODI](#), 9/2011)

### Nouveau programme européen de recherche en matière de politiques de gestion durable des sols

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14383](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14383)



Un nouveau programme de recherche conduit par des organismes européens et financé par la Commission européenne a pour ambition de mettre en œuvre une politique de gestion durable des sols impliquant la mise en place d'une directive-cadre juridiquement contraignante sur les sols, comme c'est déjà le cas pour l'air et l'eau. Lancé en janvier 2011, le projet EcoFINDERS (sur les fonctions écologiques et les indicateurs de biodiversité des sols) rassemble 22 partenaires institutionnels de recherche européens, dont l'Université de Cambridge, et vise à formuler des conseils pour gérer au mieux la santé des sols. L'objectif de ce projet est d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies d'utilisation durable des sols. ([INRA](#), 14/7/2011)

### Étude pilote : des semences adaptées pour relever les défis du changement climatique

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14388](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14388)



Une nouvelle étude conduite par Mauricio Bellon, directeur de programme, et ses collègues de Bioversity International, permet de mieux comprendre dans quelle mesure les petits exploitants agricoles seront à même de développer des semences adaptées aux bouleversements du climat. L'équipe a mené une enquête auprès des producteurs de maïs mexicains de quatre zones agro-écologiques différentes pour savoir où ils s'approvisionnaient en semences et a ensuite modélisé la variabilité du système climatique régional susceptible d'affecter leur

environnement. Pour toutes les communautés, à l'exception de celles vivant dans les hautes terres, des environnements prédictifs autour du maïs ont été élaborés dans un rayon de 10 km, indiquant qu'à l'avenir les agriculteurs auront plus facilement accès à du matériel de multiplication adapté aux conditions agro-climatiques. Les agriculteurs des hautes terres sont les plus vulnérables et devront probablement s'approvisionner en semences en dehors de leur zone géographique traditionnelle. Si les changements intervenus dans le système d'approvisionnement en semences entraîneront probablement une augmentation des coûts d'information, la mise au point de nouvelles variétés de semences et l'émergence de réseaux sociaux, ils permettront également d'établir des liens plus étroits entre les systèmes semenciers formels et traditionnels et d'optimiser les chaînes d'approvisionnement en semences. L'approche pilote mise en avant dans cette étude (intégration des informations sur les systèmes semenciers dans l'analyse approfondie des changements prévus en matière d'aléas climatiques) est importante compte tenu de son potentiel d'application dans d'autres régions et pays. ([Bioversity International](#), 19/8/2011; [CCAFS](#), 1/9/2011)

### REDD+ et agriculture : approche sectorielle et implications pour les pauvres

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14393](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14393)



Cet article rédigé par K. Graham et R. Vignola (de l'Institut britannique d'aide au développement international, ODI, publié par REDD-net) décrit les relations entre forêt et agriculture, et souligne la nécessité de politiques et programmes REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, le + faisant référence à la conservation des forêts, à la gestion durable des forêts et à l'augmentation des stocks de carbone) au niveau national pour aborder de manière

efficace l'agriculture en tant que facteur de la déforestation et de la dégradation des forêts, et s'assurer que la sécurité alimentaire au niveau local n'est pas compromise. Sont examinées un certain nombre d'approches politiques (pouvant entrer dans le cadre d'une stratégie REDD+) permettant de faire face à la déforestation et à la dégradation des forêts causées par l'expansion de l'agriculture. Le secteur agricole et les forêts sont intrinsèquement liés, de la manière la plus évidente à travers la compétition directe pour la terre. Les auteurs soutiennent l'idée que, pour rapprocher les objectifs agricoles et ceux de REDD+, l'intensification agricole sera nécessaire, mais non suffisante. Ils estiment que, en l'absence d'autres mesures politiques et réglementaires pour réduire la déforestation, il est peu probable que l'intensification réduira la pression sur les forêts, mais plutôt qu'une planification à grande échelle de l'utilisation des terres sera nécessaire pour identifier les zones pour des politiques spécifiques au lieu, soutenant les objectifs de REDD+. L'article évalue les différentes options politiques possibles ainsi que leurs impacts socio-économiques potentiels (aussi bien pour l'agriculture de subsistance que commerciale), et dans quelle mesure l'élaboration de politiques appropriées et une redistribution ciblée des revenus REDD+ peuvent contribuer à les atténuer. ([REDD-net.org](http://REDD-net.org), 8/2011)

Haut de page

## Publications choisies | Suivez les derniers fils RSS de cette section

### Biodiversité, des sciences pour les humains et la nature (Dossier thématique d'Agropolis)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14412](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14412)

Ce dossier illustre les recherches en biodiversité menées par la communauté scientifique d'Agropolis et contribue ainsi à la visibilité de ce pôle de recherche unique. Ces recherches sont décrites dans quatre chapitres, auxquels s'ajoute un dernier chapitre abordant celles associant citoyens et scientifiques : 1. Origine et évolution de la biodiversité. 2. Biodiversité fonctionnelle. 3. Sociétés et biodiversité. 4. Modéliser, scénariser la biodiversité. 5. La biodiversité, une science citoyenne.

Le précédent dossier thématique d'Agropolis s'intitulait « Agronomie – Plantes cultivées et systèmes de culture ».

### Changement climatique, sécurité alimentaire et agrobiodiversité : vers un système alimentaire juste, résilient et durable

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14414](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14414)

C. G. Gonzalez, Fordham Environmental Law Review, vol. 22, p. 493, Seattle University School of Law, Research paper n° 11-19, février 2011

Cet article examine les causes sous-jacentes des crises du système alimentaire mondial et recommande l'adoption de mesures spécifiques destinées à résoudre les problèmes distincts mais étroitement liés de l'insécurité alimentaire, de la perte de l'agrobiodiversité et du changement climatique. L'étude conclut que les causes profondes de ces crises sont liées à la domination des chaînes mondialisées d'approvisionnement alimentaire et à la destruction systématique des systèmes alimentaires locaux qui sont sains, écologiquement viables et socialement équitables. Il montre, par ailleurs, que l'agriculture durable à petite échelle peut s'avérer être une solution efficace pour désamorcer les crises alimentaire et climatique, mais aussi atténuer les risques de perte d'agrobiodiversité, et appelle la communauté internationale à prendre des mesures juridiques et réglementaires appropriées afin d'amorcer la transition vers un système alimentaire plus équitable, résilient et durable. (via [PAR](#), 31/8/2011)

### La situation des services d'informations climatiques pour l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays d'Afrique de l'Est

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14419](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14419)

M. Kadi, L.N. Njau, J. Mwikya, A. Kamga, document de travail n°5 du CCAFS, 2011

Menée sur la base de questionnaires, de consultations, de visites et d'entretiens, cette étude dresse un inventaire des différents types et formats d'informations climatiques utilisés en Afrique de l'Est. Elle évalue également les services climatiques actuels, y compris les moyens utilisés par les acteurs nationaux et régionaux pour diffuser et mettre en œuvre ces services, et formule des recommandations sur les mesures à prendre pour mieux répondre aux besoins du secteur agricole et aux objectifs de sécurité alimentaire. L'Afrique de l'Est dispose d'un bon réseau de services météorologiques, avec notamment les services météorologiques et hydrologiques nationaux (NMHS) et le Centre de prévisions et d'applications climatiques (ICPAC), une institution sous-régionale d'études climatologiques bien financée par les États membres. Les sites web de ces institutions sont régulièrement mis à jour. L'accès à Internet à haut débit dans cette région facilite la communication des informations et produits climatiques aux utilisateurs. Certains pays, comme l'Érythrée et la Somalie, ne possèdent pas de réseaux fiables d'observation météorologique. Les financements disponibles sont insuffisants pour pouvoir diffuser en permanence les informations climatiques et les produits de prévisions météorologiques dans la presse écrite notamment. Aucun budget n'est alloué par les pouvoirs publics à l'organisation d'un système d'alerte précoce (SAP). Dans certains pays, le SAP chargé de diffuser les produits de prévisions météorologiques et les informations climatiques est rattaché au ministère de l'Agriculture.

### Traitement post-récolte et valeur ajoutée des produits horticoles – Renforcer les technologies reliant les agriculteurs au marché : résultats et recommandations, 2011

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14422](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14422)

Ce rapport présente les résultats d'une réunion de consultation d'experts organisée par l'APAARI (Asia-Pacific Association of Agricultural Research Institution), en collaboration avec l'Institut malaisien de recherche-développement agricole (MARDI), en Malaisie du 29 novembre au 2 décembre

2010. Dans ce rapport figurent les résumés des présentations et des débats organisés lors de cinq sessions techniques, ainsi qu'une série de recommandations. Le rapport met également en avant les propositions de stratégies et plans d'action destinés à traiter les questions politiques et techniques relatives au développement de la filière fruits, légumes, plantes ornementales, herbes et plantes médicinales (activités post-récolte et création de valeur ajoutée) dans le but de renforcer les liens existant entre agriculteurs et marchés dans la région Asie-Pacifique. ([APAARI](#), 8/9/2011)

## Chaînes d'exportation de produits agricoles, concurrence et pauvreté en Afrique subsaharienne

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14425](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14425)

G. Porto, N. D. Chauvin et M. Olarreaga, *Banque mondiale*, 2011

Cet ouvrage met l'accent sur une source négligée de « coûts réels » pour les agriculteurs dans les pays à faibles revenus : l'exercice d'un pouvoir de marché dans la chaîne d'approvisionnement. Les auteurs montrent que l'exercice du pouvoir de marché à divers niveaux de la chaîne d'approvisionnement peut avoir des conséquences négatives en termes d'efficacité économique. La hausse des prix impliquera une redistribution des revenus entre les agents économiques, mais aura également un impact sur la pauvreté et la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. L'analyse montre que les conséquences de l'existence d'un pouvoir de marché sur la distribution des revenus et les revenus des ménages les plus pauvres peuvent être considérables. Elle montre également qu'il existe une certaine hétérogénéité entre pays pour une culture donnée, et au sein même d'un pays pour différentes cultures. Les mesures visant à stimuler la concurrence – pour faire que les structures de marché soient moins concentrées – auront des effets similaires à celles résultant d'actions destinées à réduire les délais de dédouanement, à faciliter le mouvement transfrontalier des marchandises, etc. Toutes ces questions figurent en tête de l'agenda politique de nombreux pays et s'inscrivent dans le cadre plus général des activités des agences de développement. Cette étude est un exercice analytique intéressant, mais qui revêt également une importance politique essentielle. Elle suggère en effet de porter une plus grande attention aux politiques de la concurrence dans les pays à faibles revenus.

## Note d'orientation Prolinnova : renforcer la résilience des communautés locales face au changement climatique, juin 2011

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14430](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14430)

La dernière note d'orientation de Prolinnova présente le travail d'investigation mené par l'organisation pour comprendre comment les ruraux pauvres parviennent à relever le défi de l'innovation afin de renforcer la résilience au changement climatique. Cette note d'orientation met l'accent sur l'adaptation au changement climatique à base communautaire et les moyens nécessaires pour reconnaître et documenter l'innovation au niveau local. Un certain nombre d'exemples concrets issus du terrain illustrent les activités de recherche de Prolinnova (2008 – 2011) sur le processus d'innovation et de créativité au sein de communautés locales confrontées à l'incertitude et à la pauvreté, compte tenu des impacts environnementaux liés au changement climatique. Alors que la sécurité alimentaire et le changement climatique figurent en tête de l'agenda du sommet du G20 en juin, Prolinnova a formulé, dans sa note d'orientation de juin 2011, trois recommandations détaillées pour aider les décideurs politiques à intégrer l'innovation locale dans leurs programmes d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture :

- Définir des politiques qui tiennent compte des capacités locales d'innovation,
- Promouvoir les stratégies d'adaptation des agriculteurs au changement climatique, et
- Établir un lien entre l'adaptation au changement climatique, la gouvernance et l'innovation au niveau local.

## Sécurité alimentaire et changement climatique dans le Pacifique : de nouvelles solutions s'imposent

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14435](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14435)

Rapport rédigé par la Banque asiatique de développement, *Pacific Studies Series*, septembre 2011

Ce rapport produit par la Banque asiatique de développement décrit l'état actuel de la sécurité alimentaire et les facteurs qui y concourent dans la région Pacifique, évalue ses perspectives compte tenu des menaces croissantes et des conséquences probables liées au changement climatique. Il présente en outre les pistes possibles d'amélioration de l'aide au développement, des investissements et des interventions de la Banque asiatique de développement et des autres partenaires au développement. Si les options techniques et les mesures politiques visant à renforcer la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique sont nombreuses, étroitement liées et complexes, il convient de tenir compte des capacités des acteurs concernés au niveau local, national et régional pour garantir la mise en œuvre effective des programmes. Les gouvernements des îles du Pacifique considèrent le changement climatique, et plus particulièrement ses effets potentiels sur la sécurité alimentaire, comme une question prioritaire et doivent établir des objectifs clairement définis pour aborder ces problèmes. ([Banque asiatique de développement](#), 9/2011)

## Sécurité alimentaire, nutrition et moyens d'existence durables

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14439](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14439)

Édité par Geoffrey Lawrence, Kristen Lyons et Tabatha Wallington, *Earthscan*, avril 2011

Cet ouvrage présente un certain nombre d'analyses pertinentes de chercheurs internationaux sur la sécurité alimentaire dans le monde, le pouvoir de la grande distribution, les nouvelles technologies et les moyens d'existence durables. Il évalue la contribution de la recherche sur le rôle de la nutrition et du régime alimentaire à la création de systèmes alimentaires socialement équitables et durables sur le plan environnemental, et formule des recommandations visant à améliorer la santé et l'état environnemental des systèmes agro-alimentaires contemporains. Il met en avant les contributions des

sciences sociales, dont la sociologie, l'anthropologie, la santé publique et la géographie, et présente une série d'études de cas réalisées à travers le monde. ([Compte-rendu sur le New Agriculturalist](#))

## Ressources phytogénétiques et sécurité alimentaire

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14441](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14441)

Édité par Christine Frison, Francisco López et José T. Esquinas-Alcázar, Earthscan, juillet 2011

Cet ouvrage explique clairement les intérêts et points de vue divergents entre tous les acteurs de la chaîne alimentaire mondiale. De nombreuses questions y sont traitées : la gouvernance et la politique alimentaire mondiale, les aspects économiques du commerce des produits alimentaires et des semences, la conservation et l'utilisation durable des produits alimentaires et de la biodiversité agricole, la lutte contre la faim, les préoccupations écologiques, la protection des consommateurs, l'équité entre les nations et les générations, les techniques de sélection végétale et les avantages socio-économiques liés aux économies alimentaires locales. Il montre également que, en dépit de leurs positions et intérêts conflictuels, les acteurs (consommateurs, communautés agricoles, industrie des semences et organismes de recherche, entre autres) sont parvenus à un accord sur l'alimentation et l'agriculture dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de lutter contre la faim dans le monde.

## Souveraineté alimentaire et engagements commerciaux relatifs à l'agriculture : quelles marges de manœuvre pour les pays d'Afrique de l'Ouest ?

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14444](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14444)

C. Laroche Dupraz et A. Postolle, Congrès international de l'Association européenne des économistes agricoles (EAAE), 2011

Cette étude s'interroge sur la possibilité pour les États d'Afrique de l'Ouest d'assurer leur souveraineté alimentaire compte tenu de leurs divers engagements commerciaux et autres contraintes externes. L'hypothèse de départ est que le concept de souveraineté alimentaire pourrait s'avérer être un instrument politique et économique pour promouvoir la protection de l'agriculture dans les pays en développement. La particularité de l'approche utilisée dans cette étude est de combiner l'analyse économique et historique à la stratégie de souveraineté alimentaire et de politique commerciale (en termes de confrontation et d'objectifs des acteurs du secteur public). Dans la première partie de l'étude, les auteurs constatent qu'il existe un écart considérable entre, d'une part, le discours sur la souveraineté alimentaire et son instrumentalisation et, d'autre part, la réalité de la protection du foncier agricole dans les pays en développement en général, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest. La deuxième partie de l'étude met l'accent sur les engagements internationaux pour tester la réalité d'un antagonisme entre une vision néolibérale de la mondialisation portée par le système GATT-OMC et une alternative prônant la souveraineté alimentaire. La dernière partie analyse les contraintes internes et la dynamique liées à l'élaboration d'une politique de souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest.

## Les petites exploitations agricoles et la modernisation des marchés

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14448](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14448)

IIED Reflect and Act Briefing, juillet 2011

Cette note passe en revue le projet Regoverning Markets (Modernisation des marchés agroalimentaires) de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), qui a été mis en place afin d'analyser les déterminants d'inclusion des petits producteurs dans un contexte de commercialisation dominé par la grande distribution. Il montre comment les acteurs publics et privés mettent en œuvre de nouveaux modèles commerciaux innovants pour s'assurer que les petits exploitants agricoles tirent des avantages de ce processus de modernisation. L'objectif de ce projet est de permettre aux petits producteurs d'avoir un accès durable à des marchés plus rémunérateurs, en les associant à la définition des stratégies et prises de décisions sur l'aval de leur production. Les résultats montrent que les petits exploitants agricoles ne sont pas souvent concernés par les actions de modernisation dans la mesure où la grande distribution a le pouvoir d'impulser ces changements. L'inclusion des petits producteurs passe en outre par la mise en œuvre de politiques pertinentes (publiques et privées). Les modèles entrepreneuriaux inclusifs sont un élément clé du développement bénéficiant en priorité aux pauvres – ils permettent la confrontation entre l'offre de produits agricoles et la demande des consommateurs. Ce document examine par ailleurs la contribution possible de ce projet au développement futur afin de réduire la pauvreté en milieu rural.

Haut de page

## Événements | Suivez les derniers fils RSS de cette section

### Des chercheurs américains et britanniques se rencontrent pour réfléchir sur les moyens de protéger les nouvelles découvertes scientifiques sans exclure les pays en développement

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14368](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14368)

Dates : 9 – 20 novembre 2011

Lieu : University of Warwick, Warwick, UK

Des chercheurs de l'University of Warwick et de l'Université de Boston se regroupent pour explorer les moyens juridiques qui protégeraient les nouvelles découvertes scientifiques et les innovations sans toutefois pénaliser les pays en développement qui pourraient bénéficier de telles avancées, avec des produits et des droits (redevances, licences) aux coûts prohibitifs. Les détails de la conférence peuvent être consultés sur [www.srltvl.org](http://www.srltvl.org).



## 10<sup>e</sup> Conférence de l'African Crop Science Society

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14351](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14351)

Dates : 10 – 13 octobre 2011

Lieu : Maputo, Mozambique

L'African Crop Science Society et le Comité organisateur local vous invitent cordialement à assister à la 10<sup>e</sup> Conférence de la société qui se tiendra à Maputo du 10 au 13 octobre 2011. La conférence mettra l'accent sur le rôle de la recherche dans l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des paysans en Afrique. Voir les [détails](#).

## Bourses et concours | Suivez les derniers fils RSS de cette section

### Appel à propositions de recherche du CDKN

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14300](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14300)

Date limite : 24 octobre 2011

Le Climate and Development Knowledge Network (CDKN) [lance](#) son deuxième appel à propositions de recherche, au niveau mondial. L'appel porte sur deux thèmes :

- Les politiques de développement tenant compte des changements climatiques.
- La résilience et la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles.

### Les procédures de demande pour les bourses de recherche de la Fondation internationale pour la science sont à nouveau ouvertes

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14334](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14334)

Dates limites : 9 octobre 2011 et 29 janvier 2012

Les subventions de la [Fondation internationale pour la science](#) (sigle anglais IFS) pour la recherche scientifique sont de nouveau disponibles.

Les nouveaux candidats et institutions qui souhaitent recevoir une bourse de recherche de l'IFS sont invités à soumettre leur demande avant l'une des dates fixées. Il y aura deux sessions, limitées dans le temps, pour faire sa demande avant que la nouvelle stratégie en trois programmes de l'IFS soit adoptée en 2012 : la date limite pour la première session est le 9 octobre 2011, et celle pour la seconde session est le 29 janvier 2012. Les bénéficiaires qui souhaitent présenter une demande de renouvellement doivent s'adresser directement à leur contact au secrétariat de l'IFS.

Haut de page

## Emplois | Suivez les derniers fils RSS de cette section

### Ingénieur/chercheur agronome spécialisé dans les systèmes agroforestiers tropicaux durables (CIRAD)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14367](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14367)

Date limite : 20 octobre 2011

Travaillant au sein du Pôle de compétence en partenariat (PCP) Grand Sud Cameroun, le (la) chercheur(se), basé(e) à Yaoundé, identifiera les opportunités d'amélioration de la durabilité et de la résilience des systèmes agroforestiers, en particulier à travers la valorisation de la diversité de leurs produits et services et l'adaptation de leur gestion. Il (Elle) contribuera à la conception de systèmes innovants associant intensification de la production et maintien des services écologiques, en s'appuyant sur ses compétences en expérimentation et en modélisation. Tous les détails [ici](#).

Haut de page

## Organismes | Trouvez davantage d'organismes sur notre site

### Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

[knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14304](http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/14304)



L'[IPBES](#) (Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) se veut une interface entre la communauté scientifique et les décideurs politiques, visant à renforcer l'utilisation de la science dans l'élaboration des politiques. Bien qu'il existe de nombreuses organisations et initiatives qui contribuent à l'échange science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, il n'y a pas de mécanisme permanent reconnu au niveau mondial par les milieux scientifiques et politiques qui regroupe l'information pertinente et qui synthétise et analyse celle-ci pour aider la prise de décision en politique. L'IPBES sera le mécanisme qui remédiera aux lacunes dans l'interface science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

Haut de page

**'Connaissances pour le développement'**

Rejoignez-nous également sur **Twitter** et **Facebook**

Restez à jour en suivant **les fils RSS du site**

Pensez à vous **inscrire** pour placer vos commentaires

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge' et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](#) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse [join-knowledge-fr@lists.cta.int](mailto:join-knowledge-fr@lists.cta.int)

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse [leave-knowledge-fr@lists.cta.int](mailto:leave-knowledge-fr@lists.cta.int)

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity b.v.)

Recherche: Cédric Jeanneret-Grosjean (Contactivity b.v.)



Le CTA est une institution du groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.